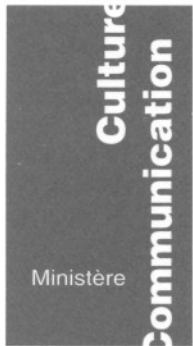




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE



Conseil supérieur
de la propriété
littéraire et artistique

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Téléphone 01 40 15 82 16
Télécopie 01 40 15 88 45
cspla@culture.gouv.fr
www.culture.gouv.fr/cspla

Le président

Paris, le 16 octobre 2008

Madame,

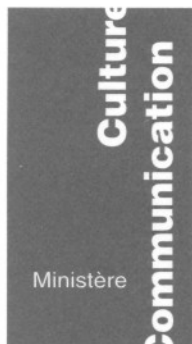
La défaillance d'une entreprise occasionne des dommages tant au débiteur en difficulté qu'au tissu économique qui l'environne. Lorsque cette entreprise intervient dans le secteur de la création, la faillite est, en outre, susceptible de paralyser tout ou partie de l'actif immatériel dont elle est propriétaire et, ainsi, de restreindre la communication des œuvres au public.

Le droit des procédures collectives, qui a pour objet d'organiser les relations juridiques lors de la défaillance, ne prend que partiellement en considération cette dimension spécifique aux activités culturelles et l'intérêt public qui réside dans l'exploitation des œuvres issues du patrimoine du failli. Tout particulièrement, dans le secteur de la production audiovisuelle où le risque est inhérent à l'activité, la faillite crée une situation juridique incertaine quant au sort des droits sur les catalogues des producteurs. Ainsi, l'article L. 132-30 du code de la propriété intellectuelle, qui traite de l'articulation entre les revendications des multiples intervenants (auteurs, coproducteurs, créanciers privilégiés) laisse ouvertes de nombreuses et importantes questions (modalités de résiliation du contrat de production audiovisuelle, information des ayants droit par le liquidateur, concurrence des droits de préemption, déroulement de la procédure de fixation de prix...). Or, les difficultés résultant de ce manque de précision de la loi s'ajoutent à la situation économique détériorée de



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère

**Conseil supérieur
de la propriété
littéraire et artistique**

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Téléphone 01 40 15 82 16
Télécopie 01 40 15 88 45
cspla@culture.gouv.fr
www.culture.gouv.fr/cspla

l'entreprise et conduisent à une possible dévalorisation des actifs détenus, voire à leur gel définitif.

Au vu de ce constat, je souhaite qu'une commission spécialisée du CSPLA puisse établir un état des lieux des pratiques auprès des professionnels concernés et proposer, le cas échéant, les aménagements législatifs nécessaires. Il conviendra notamment de parvenir, dans le respect des droits d'auteur, à une clarification des délais ouverts par la procédure pour revendiquer ces droits ou en organiser la licitation. La réflexion portera par ailleurs sur l'amélioration de la transparence dans les mécanismes d'attribution des actifs et, dans la mesure du possible, identifiera une solution permettant l'exploitation la plus large des œuvres du catalogue. A cet effet, il conviendra de prendre en considération l'ensemble des obstacles liés à cette exploitation, notamment les revendications des créanciers sur les supports matériels.

Enfin, la commission pourra, au fil de son travail, se saisir, si nécessaire, des questions connexes à ces problématiques et s'attacher en particulier à l'identification éventuelle de facteurs structurels de défaillance. Elle pourra aussi étudier si des questions similaires se posent au-delà des seules entreprises de production audiovisuelle.

Je vous propose de présider, conjointement avec Pierre Sirinelli, cette commission qui sera composée des membres intéressés du CSPLA ainsi que de membres externes et de procéder aux auditions nécessaires à une bonne intelligence des enjeux. Vous serez assistée par un rapporteur.

Le groupe pourrait être installé, afin d'organiser son travail, en décembre et tiendrait ses séances de janvier à avril 2009, afin de présenter ses conclusions (rapport et projet d'avis) lors d'une séance plénière du CSPLA, en mai 2009.

En vous remerciant par avance de votre contribution aux travaux du CSPLA, je vous prie d'accepter mes meilleures salutations.

Bien cordialement.

Jean-Ludovic SILICANI

Madame Valérie-Laure BENABOU
Professeur des universités